



Extrait du Atelier chômage

<http://alterdemocratie.11vm-serv.net/activites-et-projets/conferences/article/le-chomage-de-masse-causes-et>

Politique et travail

Le chômage de masse : causes et remèdes.

- ACTIVITÉS ET PROJETS - CONFÉRENCES -



Date de mise en ligne : jeudi 24 septembre 2015

Date de parution : 1 av. J.C.

Copyright © Atelier chômage - Tous droits réservés

Les causes qui engendrent un système économique catastrophique, désastreux sont bien connues. Mais elles l'emportent sur des causes plus raisonnables, plus rationnelles. Les enjeux de la rationalité ne sont pas ceux qu'on prétend le plus souvent pour justifier les dérives de ce système.

Le monde politique fait volontairement erreur

Les programmes des partis politiques existants font référence, ou pas, au chômage. Mais, pour eux, il s'agit d'abord d'un problème, d'une réalité incontournable qui, selon eux, ne devrait pas exister. Ils invoquent des raisons morales censées convaincre les gens de leur sincérité. Cela c'est leur discours.

Ils ne voient pas cependant le chômage tel qu'il est réellement : comme un substitut.

Le statut de chômeur

Être un chômeur est un statut de substitution en passe de devenir la règle pour des millions et des millions de travailleurs qui ne disposent pas d'un contrat de travail à temps plein et à durée indéterminée. Bref, dans un avenir plus ou moins proche, il risque fort de devenir le principal statut du travail lui-même, de ne plus du tout représenter un statut de substitution.

Il est le statut d'un travailleur qu'on licencie ou d'un diplômé qui ne trouve pas de travail. Il est le statut d'un travailleur en trop. Il est celui d'un diplômé excédentaire. Il est celui de nombreux travailleurs précaires lorsqu'ils ne sont pas occupés à travailler.

Il en est ainsi soit pour des motifs de reproduction, soit pour des motifs de désorientation, ce qui peut arriver à tout le monde, ou presque. Il peut en être ainsi aussi parce qu'il en sait trop ou trop peu : trop pour enseigner la bonne parole, ou trop peu pour réaliser les tâches complexes que l'on attend de lui qu'il réalise, dans chaque cas. Il y a donc du chômage à cause des limites de l'organisation sociale ou de lacunes de l'appareil scolaire, bref, pour des raisons sur lesquelles les chômeurs ont généralement un minimum de prise. Il y a aussi du chômage à cause de récessions et de limitations économiques. Lesquelles sont en partie imputables à l'organisation du travail, mais surtout à une organisation économique. De fait, ces deux aspects sont fortement dépendants l'un de l'autre. Le chômeur n'a pas prise sur cela. A moins de conquérir l'appareil de pouvoir et d'imposer un autre mode de fonctionnement économique. Mais, pour cela, il doit aussi concevoir une nouvelle organisation du travail. C'est selon moi son rôle historique pour peu qu'il s'en soucie.

Le but du chômage de masse est de ménager certains mécanismes, de permettre certains calculs, et de faire des profits supplémentaires, au prix de la précarisation de plus en plus de monde. Le chômage de masse est donc lié à une sorte de dogme.

Des motifs évidents et complexes à la fois poussent le monde économique à précariser le monde du travail

Précariser le travail est une volonté déclarée du monde économique ou réputé tel pour un ensemble relativement complexe de motifs qu'il s'agit de se représenter clairement, au lieu d'en nier sottement l'existence.

Le chômeur fait l'objet de critiques pour pouvoir exploiter plus durement et plus facilement son travail, et les travailleurs en général.

Le chômage de masse : causes et remèdes.

Alors que chômer est une situation normale lorsque le fonctionnement de l'économie est basé sur la concurrence et la compétition, le chômage, la situation de chômeur sont assortis de plein de préjugés. Le chômage fournit l'occasion au monde de l'exploitation économique, pour ne pas dire au vieux monde, de critiquer encore et toujours celui du travail. Au lieu de reconnaître sa responsabilité, et son fait, dans la précarisation du travail, le vieux monde stigmatise les soi-disant chômeurs, et rend de ce fait plus complexe l'accession au travail pour un grand nombre d'entre eux, ce qui représente partiellement son objectif. Il crée artificiellement un groupe cible, un statut imaginaire : celui de chômeur. Comme il crée d'autres groupes cibles en fonction de ses intérêts du moment. S'il considère cela, c'est pour pouvoir critiquer les catégories de travailleurs qu'il exploite d'une autre manière, à des conditions très inférieures, en abusant de leurs faiblesses, et en faisant des profits supplémentaires à leurs dépens, et pour justifier les salaires et les privilèges des autres qu'il tient ainsi plus facilement en son pouvoir.

Le dogme du chômage

Le monde économique et, à sa suite, la société, l'opinion, identifient les travailleurs à des travailleurs à temps plein, et les chômeurs à des chômeurs à temps plein aussi. Comme si les chômeurs étaient des chômeurs à temps plein, à durée indéterminée, comme certains travailleurs sont des travailleurs à temps plein. La réalité est bien plus complexe. Les prétendus chômeurs jouent un rôle dans la production. Ils bouchent les trous, un grand nombre d'entre eux travaillent de façon précaire, ou dans un cadre intérimaire.

Le dogme du temps plein

Le maintien de l'organisation du travail est nécessaire pour traiter l'économie de manière mathématique, dans le but de calculer avec le plus d'exactitude possible le montant de leurs profits, pour rendre l'économie prévisible, calculable, pour pouvoir en calculer les revenus, bref les intérêts, ou les profits, les comparer avec des résultats antérieurs, ou futurs. Le chômage découle du besoin de rationaliser l'économie lui-même.

Le monde économique provoque du chômage pour s'attaquer aux salaires.

Les milieux économiques s'attaquent au travail pour faire pression sur les salaires, et, même, pour s'attaquer au salaire.

Ce ne sont pas les chômeurs qui coûtent à la société.

Certes le chômage coûte à la société, parce que ce sont les travailleurs qui en financent le coût, mais ce sont le monde politique, le monde économique en s'attaquant aux salaires et en se déchargeant d'une partie de leurs coûts salariaux sur la société, sinon la société elle-même, qui accapare les emplois disponibles, qui coûtent à la société. Mondes politique, économique et monde du travail sont à la base du chômage de masse. Ce sont eux qui en profitent, pas les chômeurs, dont le niveau de vie se situe généralement en dessous du seuil de pauvreté.

Le monde politique fait exactement le contraire de ce qu'il dit

En disant qu'ils s'attaquent au chômage, les politiciens font seulement en sorte que l'on continue à considérer le travail à temps plein et à durée indéterminée comme le seul statut normal du travail, comme un statut normal, comme la seule façon valable de travailler. Ils propagent le dogme nécessaire à l'économie telle qu'elle fonctionne, sans lequel elle cesse d'exister.

Ils aggravent également le chômage, tout en prétendant qu'ils soutiennent les chômeurs, et même si les institutions qu'ils créent facilitent le travail précaire.

Il y a de plus en plus de travailleurs précaires ou intérimaires, et donc de plus en plus de chômeurs, puisque les chômeurs sont en général des travailleurs précaires, que ces travailleurs précaires ne peuvent éviter de passer régulièrement par la case chômage.

C'est donc de façon complètement injuste que le monde politique et le monde économique, chacun à leur façon, sanctionnent les chômeurs, que les partis politiques et les économistes prétendent s'attaquer aux causes du chômage en sanctionnant des chômeurs, en critiquant la fraude sociale. Cette critique de la fraude sociale fait songer à l'ancienne critique du travailleur profitant de la faiblesse des patrons, abusant de sa générosité.

Si l'on regarde les choses du chômage avec lucidité, il est nécessaire de convenir que plus les responsables politiques prennent des mesures contre les chômeurs au lieu de prendre des mesures contre le chômage, et contre ses conséquences, plus le taux de chômage augmente, parce qu'il rend l'accès au travail plus compliqué, improbable, plus difficile. C'est surtout en jouant sur le stress, la peur du monde du travail qu'on fait exploser les statistiques de chômage. Ce n'est pas non plus en les dissimulant, en fabriquant des statistiques artificielles qu'on fait reculer le chômage.

Les organisations politiques existantes ne luttent pas contre le dumping social, ni contre l'exploitation généralisée de clandestins, de sans-papiers. Au contraire, elles les engendrent, en prétendant les organiser.

Ce qu'elles tentent de faire, c'est d'améliorer le turn over du travail précaire. Mais, en même temps, elles sont parfois loin de le faciliter.

Les partis (politiques) et le chômage

Tous les partis associent le chômage à du non-travail, pas à l'empêchement de travailler, pas à un statut intérimaire, ou transitionnel, ou à un statut de remplacement. Tous les partis souscrivent pratiquement tous à l'idéologie du workfare et justifient l'activation des chômeurs, certains, bien sûr, en critiquant la manière de la pratiquer, mais pas sur le plan des principes.

Tout cela engendre une chasse aux chômeurs presque plus impitoyable encore que lorsque la politique se contentait de défendre le monde économique, ou, disons, les employeurs, contre les revendications du monde du travail.

Dans l'espoir de bénéficier d'un début de reconnaissance, les petits partis, les groupuscules politiques évitent soigneusement de faire de cette problématique un de des points de leur programme et ils ne la mettent pas à l'ordre du jour de leur communication politique.

Certains partis dits socialistes ont fait de la sécurité sociale, de la lutte pour son maintien, leur principal cheval de bataille.

Mais ils semblent critiquer d'autant plus les chômeurs, ou du moins la non adaptation aux procédures de contrôles des chômeurs qu'ils associent à du chômage volontaire. Ils critiquent de ce fait les chômeurs ou le chômage. Ils s'efforcent ainsi de satisfaire le monde économique et la bureaucratie mondialiste qui sert presque exclusivement à attaquer les salaires, à maximiser les profits. Ils en promeuvent l'idéologie au lieu de mettre au point des programmes efficaces de lutte contre le chômage, autrement dit au lieu de lutter pour l'égalité des travailleurs, et pas seulement pour leur unité. Ils en deviennent eux-mêmes des instruments arrogants.

Quant aux meneurs de cette chasse aux chômeurs, ils s'attaquent avant tout à la logique elle-même, pour la rendre inutilisable et imposent leurs théories étriquées en recourant à de gros moyens de propagande et d'influence, en fabriquant pratiquement une pensée unique, en l'imposant à coup de bombes, et de prix Nobel. Ils se gargarisent de mots, de théories étriquées. Ils s'attaquent à l'état, à toutes les institutions sociales. Ils se servent de théories du complot pour mettre en cause tous ceux qui recommandent à la société de faire des sacrifices, mais en même temps, ils exigent d'une partie de celle-ci, la plus pauvre, la plus faible, qu'elle fasse d'immenses sacrifices.

Ils cherchent à éradiquer tout ce qui sert à protéger les faibles, les peuples eux-mêmes contre les atteintes du monde de l'économie, dans le monde entier. Ils ne se contentent pas de faire pression sur les salaires, ils font fonctionner des rapports esclavagistes aussi souvent que possible.

Comment s'attaquer aux causes du chômage ?

S'attaquer à la politique menée.

Pour s'attaquer aux causes du chômage, il faudrait s'attaquer à ces politiques, à l'exploitation en général, à tous ceux qui profitent du statut des immigrés, ou des réfugiés, ou des chômeurs ou des sans-papiers pour faire du profit.

Il faudrait s'attaquer aux causes structurelles qui provoquent des crises de surproduction, au lieu de les provoquer pour profiter de leur impact sur le prix des matières premières par exemple pour appauvrir davantage le tiers-monde et s'enrichir davantage, ou pour mener une attaque en règle contre les salaires.

Il est nécessaire de changer de législation du travail, mais d'une toute autre manière et dans un tout autre sens que ne le font les gouvernements actuels.

S'attaquer aux causes du chômage qui trouvent leur origine dans l'organisation du travail, et notamment dans ses aspects hiérarchiques

Beaucoup refusent de travailler dans un autre cadre pour des motifs évidents que les partis politiques refusent de prendre en considération, alors que cela permettrait de prendre des mesures plus efficaces contre le chômage ou des mesures de restructuration de l'économie.

Il s'agirait d'améliorer les conditions et le statut du travail.

Il s'agirait de toute manière d'améliorer les conditions de vie et de travail de tous les travailleurs, des travailleurs précaires et des autres.

Salaires à points

On pourrait par exemple mettre sur pied une sorte de salaire à points. En d'autres termes, chaque salarié toucherait un certain montant en fonction du nombre de points qu'il obtient. On obtiendrait des points chaque fois qu'on décrocherait un nouveau travail, ou chaque fois qu'on se retrouverait au chômage, mais, sinon, la quantité de points augmenterait ou diminuerait assez lentement.

Quand un travailleur disposerait d'un travail à temps plein et à durée indéterminée, chaque année de travail lui permettrait de gagner quelques points seulement. Il en gagnerait également au moment de sa mise au chômage, ou de son licenciement. Il en perdrait en retrouvant un emploi, mais serait sûr d'en gagner à nouveau en le perdant. Toutefois, si un travailleur perd plusieurs fois son travail et en trouve plusieurs fois également, il devrait disposer d'un nombre de points plus important qu'un travailleur qui fait toujours le même travail. Ce système octroierait en quelque sorte une prime à la mobilité. Il s'agirait d'inverser en partie les valeurs.

Temps partiel

Il s'agirait de faciliter l'accès au travail à temps partiel quand c'est nécessaire.

Partage du travail

Le travail standardisé qui ne requiert pas d'imagination, de sens créatif, qui n'implique aucune responsabilité devrait être partagé entre tous ceux qui ne créent pas leur activité, ou celle des autres, ou qui ne suivent pas de formations. Il est complètement anormal qu'un travailleur qui accomplit la même chose tous les jours, qui remplit des formulaires reçoit une certaine quantité d'argent et délivre des papiers, qui nettoie, qui accomplit une tâche répétitive, facile à

effectuer, dispose de ce travail comme de sa propriété alors qu'il accomplit une tâche qui ne nécessite pas de compétences particulières, et qui a une raison sociale. Ce genre de travail devrait être accompli par tout le monde à tour de rôle, en tout cas par tous ceux dont les compétences et le savoir-faire ne sont pas nécessaires, irremplaçables, voire exceptionnels. En ce sens, un artisan se distingue-t-il d'un simple ouvrier.

Pour partager le travail il s'agirait également de privilégier quand c'est nécessaire le précepte *small is beautiful*. Ainsi, les agriculteurs ne devraient-ils pas être obligés de persécuter leur bétail ou d'utiliser des produits très polluants et nocifs pour ne pas être obligés de déposer leur bilan. L'organisation de l'agriculture doit être repensée en profondeur. L'extension sans fin de entreprises n'est pas utile à l'agriculture, aux consommateurs, elle n'intéresse que les marchands, les intermédiaires de plus en plus indispensables, les banquiers, les marchands de machines agricoles qui, pour le rendre plus indispensable, améliorent chaque année leur matériel d'une façon telle qu'ils en font chaque fois davantage une nuisance. Cela ne représente pas des finalités utiles, ni à la nature, ni aux consommateurs, ni à la santé, ni en fin de compte à la grande majorité des agriculteurs qui se retrouvent sur le carreau, et dont les compétences, parfois exceptionnelles, deviennent de ce fait inutilisables.

L'égalité du travail

De fait, l'unité des travailleurs est insensée, impossible, voire inutile sans égalité, ou sans une relative égalité du travail.

Le chômage et les intellectuels

Il est nécessaire de changer notre façon d'expliquer, d'analyser la crise. Lutter plus efficacement contre le chômage et la série de maux qu'il engendre permet de lutter contre toutes sortes de dérives, racistes, sociales, militaristes.

Les sociologues et les économistes représentent souvent un frein à cet égard. Ce sont eux qui véhiculent des idées qui échouent à proposer une interprétation cohérente de ce problème et qui préfèrent critiquer l'état-providence ou l'état social, ou justifier des stratégies économiques catastrophiques et des politiques néfastes dans l'espoir d'en extraire des gains supplémentaires. Ou ils critiquent le libéralisme de façon relativement inconsistante.

Conclusion

Que faire ? Un parti très bien organisé, une sorte de syndicat des précaires et chômeurs, peut-il réussir à renverser la vapeur ?

Est-il possible de construire un tel parti, une telle organisation de nos jours, sans s'émousser bien avant, d'avoir construit quoi que ce soit, sans succomber à cause des critiques, des points de vue établis, propagés par les médias, à cause de vexations en tout genre ? Il est important d'y songer, mais il est probablement plus important encore d'améliorer notre compréhension de l'organisation du travail, notre vision des choses.